

Joe Kent : escalade contre l'Iran et la Russie

Joe Kent est l'ancien directeur du National Counterterrorism Center, qui a démissionné en mars 2026 en raison de la guerre contre l'Iran. Kent évoque le risque de frappes nucléaires contre l'Iran, l'assassinat de Charlie Kirk, une guerre directe entre l'OTAN et la Russie, la propagande politique et le fait d'être aux premiers stades de la Troisième Guerre mondiale. Veuillez aimer, vous abonner et partager ! Suivez le professeur Glenn Diesen : Substack : <https://glenndiesen.substack.com/> X /Twitter : https://x.com/Glenn_Diesen Patreon : <https://www.patreon.com/glenndiesen> Soutenez les recherches du professeur Glenn Diesen : PayPal : <https://www.paypal.com/paypalme/glenndiesen> Offrez-moi un café : buymeacoffee.com/gdieseng Go Fund Me : <https://gofund.me/09ea012f> Achetez des produits dérivés Diesen : <https://diesen-shop.fourthwall.com/en-nok> Livres du professeur Glenn Diesen : <https://www.amazon.com/stores/author/B09FPQ4MDL>

#Glenn

Bienvenue à tous. Nous recevons aujourd'hui Joe Kent, ancien directeur du Centre national de lutte contre le terrorisme. Il avait été nommé par le président Trump, puis a démissionné en mars deux mille vingt-six, pour s'opposer à la guerre contre l'Iran. Merci donc de revenir dans l'émission. J'aimerais vous demander : selon vous, vers quoi cette guerre se dirige-t-elle ? Car il semble y avoir, en ce moment, un risque important d'escalade. D'un côté, à Washington, on voit une réticence à accepter les conditions de paix, qui, il faut le reconnaître, sont difficiles à accepter. Mais, en même temps, il ne semble pas y avoir de chemin convaincant vers la paix. Pendant ce temps, Trump a adopté une position très maximaliste. Il semble exiger la reddition totale de l'Iran, ou l'effondrement du régime. Or, la force militaire conventionnelle ne peut pas vraiment accomplir cela. La question qui se pose est donc la suivante : que se passe-t-il ensuite ? Y aurait-il une invasion terrestre ? Et à quel point devons-nous nous inquiéter des discussions que l'on entend actuellement sur une possible escalade, jusqu'à des frappes nucléaires ?

#Joe Kent

Je pense que nous devrions être très inquiets. Quant à savoir où en est la guerre aujourd'hui, il est difficile de prévoir dans quelle direction elle va évoluer. Et je pense que c'est là que réside le danger. Nous sommes dans une situation aux conséquences imprévues, où notre camp, le camp américain dirigé par le président Trump, semble ne pas savoir exactement ce qu'il veut. On oscille entre : « Nous voulons une reddition totale, une capitulation totale. Les Iraniens doivent, vous savez, nous rendre le détroit d'Ormuz, abandonner leur programme nucléaire, cesser de financer leurs groupes alliés, renoncer à leurs missiles balistiques, et ainsi de suite. » Puis, le lendemain, on dit plutôt : « Bon, peut-être que nous sommes ouverts à des discussions, et que nous voulons simplement rouvrir le détroit d'Ormuz. »

On en a vu un peu la preuve en juin, quand le protocole d'accord a été signé. Ce protocole aurait, en gros, permis de rouvrir le détroit d'Ormuz. C'était un accord plutôt correct pour les Iraniens. Mais on a tout de suite montré qu'on n'était pas sérieux, parce qu'on a conclu presque immédiatement un accord parallèle au Liban. Et on a commencé à faire passer des pétroliers par le détroit d'Ormuz, en dehors des limites prévues par le protocole d'accord. Donc, on a immédiatement, en quelque sorte, renié la voie diplomatique que le président Trump lui-même avait dit devoir suivre, parce que nous risquons ici, aux États-Unis, un potentiel désastre économique.

Mais ensuite, comme on l'a vu au cours des dernières vingt-quatre à quarante-huit heures, à tout moment, nous mènerons de nouveau des frappes en Iran, et ils nous frapperont en retour. Je pense qu'aux États-Unis, l'idée reçue, une sorte de biais de normalité, c'est de se dire : d'accord, de temps en temps, si nous devons mener quelques frappes pour maintenir le détroit d'Ormuz ouvert et assurer le niveau de trafic actuel, nous le ferons. Et nous nous attendons simplement à ce que les Iraniens, dans le pire des cas, fassent ce qu'ils ont fait la nuit dernière : tirer quelques missiles vers nos positions connues. Et nous sommes assez efficaces pour les intercepter. Il y a deux problèmes avec ça.

On part du principe que les Iraniens feront toujours exactement ce qu'ils ont fait auparavant. Et, au fond, on a éliminé beaucoup de modérés à l'intérieur de l'Iran. Aujourd'hui, ce sont les Gardiens de la révolution qui mènent la danse. Je pense que beaucoup d'entre eux se disent : pour assurer notre dissuasion, pour être certains que l'Amérique ne revienne pas ici une fois qu'elle aura renfloué ses caisses et reconstitué ses stocks de missiles de haute technologie, il faut les faire reculer hors de la région. Sinon, ils continueront de revenir. Ou alors, on peut continuer à resserrer l'étau sur le détroit, soutenir des actions qui leur nuisent économiquement. Mais je pense qu'ils savent que, s'ils suivent cette voie, cela mettra le président dans une situation encore plus difficile à l'approche des élections de mi-mandat.

Et si nous perdons les élections de mi-mandat pendant cette période intérimaire, alors nous pourrions passer à l'escalade. Et les Iraniens savent tout cela. C'est pourquoi je pense qu'il serait très imprudent de notre part de supposer qu'ils vont continuer à riposter progressivement, même si, jusqu'ici, les Iraniens ont très bien géré leurs représailles en les limitant à une escalade graduelle. Je pense qu'il serait imprudent de croire qu'ils vont rester à ce niveau-là. Le président est donc confronté à deux décisions majeures. S'il veut s'appuyer sur l'armée, il est limité dans le maintien du statu quo, parce que nos stocks s'épuisent. D'après tous les rapports que j'ai vus, nous manquons d'intercepteurs.

Nous sommes à court de beaucoup de munitions de précision que nous utilisons. Donc, notre capacité à faire ce que nous faisons en ce moment a une durée limitée. À un moment donné, nous devrions probablement soit prendre temporairement du terrain pour pouvoir utiliser certains de nos systèmes de missiles et d'armes moins sophistiqués, afin de continuer à frapper l'Iran ; soit, vous savez, envisager l'option terrestre, où nous prendrions du terrain à l'intérieur de l'Iran. Je ne sais pas dans quel but nous ferions ça. Il ne semble pas y avoir d'objectif final clairement défini. Et je ne sais

pas quel niveau de pertes le président serait prêt à accepter avant les élections de mi-mandat. Donc, je ne pense pas que ce soit l'option la plus probable.

Mais le président pourrait vouloir faire quelque chose comme l'opération « Midnight Hammer », mais en beaucoup plus massif. Utiliser un système d'armes sophistiqué, avec des capacités nucléaires avancées, pour pénétrer le mont Pickaxe. Et pouvoir dire : « Voilà, c'est fait. Nous avons éliminé toute menace liée au programme nucléaire iranien. » Ce serait une façon de lui offrir une porte de sortie, avec une déclaration finale forte. Je peux imaginer que ce soit une possibilité. Cela dit, je m'inquiète aussi du fait que les Israéliens ont déjà déclaré publiquement qu'ils ne se laisseraient contraindre par rien de ce que les Américains diraient ou feraient, et qu'ils feraient ce qui est le mieux pour eux. Je pourrais tout à fait imaginer que, pendant que nous essayons de trouver une solution militaire, les Israéliens viennent nous voir et disent : « Hé, nous allons faire quelque chose que vous n'avez pas le courage de faire. »

Allez-y, détournez le regard. Jusqu'à présent, nous avons montré que nous étions incapables de retenir les Israéliens. Alors, les Israéliens pourraient eux aussi utiliser une arme nucléaire, d'une manière ou d'une autre. Je ne pense pas que ce soit le scénario le plus probable. Mais je pense que c'est plus plausible que ne l'estiment beaucoup d'Américains, simplement parce que c'est une question existentielle pour les Israéliens. En ce moment, à l'approche des élections, le parti Likoud dit en gros : « Hé, les autres ne sont pas assez forts. Nous, nous sommes les plus forts. Nous ferons ce qui est nécessaire. » On a déjà vu comment les Israéliens ont combattu à Gaza. Ils ne pourraient pas s'en tirer en larguant une arme nucléaire sur Gaza, parce que cela les toucherait aussi, puisqu'ils partagent une frontière.

Si Gaza était un pays isolé, loin des frontières d'Israël, je suis presque certain qu'ils auraient utilisé une arme nucléaire. Donc, je ne pense pas qu'il faille écarter Israël, qui pourrait intervenir ici un peu comme une option imprévisible. Du côté des Iraniens aussi, je pense qu'au sein des Gardiens de la révolution islamique, il existe un courant qui dit : « Faisons simplement monter l'escalade. Prenons pour cible le blocus américain. Essayons de provoquer un événement avec un grand nombre de victimes. Forçons la main des Américains, pour qu'ils soient obligés de se battre selon nos conditions, et non les leurs. » Donc, je pense simplement que nous sommes dans une situation incroyablement dangereuse en ce moment.

#Glenn

Oui, eh bien, j'ai aussi eu l'impression que les Iraniens pourraient probablement passer à l'offensive. Parce qu'en restant trop passifs, on dirait qu'ils cèdent une grande partie du contrôle de l'escalade aux États-Unis. Je veux dire, si j'étais iranien, je m'inquiéteraient du fait que l'adversaire puisse décider à chaque fois du moment où les combats commencent et du moment où ils s'arrêtent. On devient alors aussi trop prévisible. Dans ce cas, rien ne dissuaderait l'adversaire de frapper. Si ça ne marche pas, ils peuvent y mettre fin dès demain. Et puis, quand Marco Rubio a déclaré que, eh bien, nous prévoyons de passer des frappes militaires à la pression économique.

Eh bien, encore une fois, pourquoi laisser l'adversaire décider de la manière dont cette guerre doit être menée ? Et là encore, ils le disent assez ouvertement : les États-Unis commencent à manquer un peu de missiles. Alors, passons plutôt à la pression économique. Mais, au vu des déclarations venant d'Iran, il semble que cela n'ait pas beaucoup de sens de laisser l'adversaire contrôler cette escalade, surtout quand les Iraniens sont en position de force. Mais qu'obtiendrait une telle attaque nucléaire, menée par les États-Unis ou par Israël ? Serait-ce un coup décisif ? Ou bien s'agirait-il d'une démonstration de force si écrasante que les Iraniens finiraient, en substance, par capituler ?

#Joe Kent

Je pense que si les États-Unis décidaient d'utiliser une arme nucléaire de moindre puissance — et je cite la montagne de Parchin, parce que je pense que c'est la cible la plus évidente — la théorie, aux États-Unis, serait la suivante : nous pouvons dire que nous avons pénétré la montagne de Parchin. Nous avons atteint notre objectif : garantir que l'Iran n'obtiendra jamais l'arme nucléaire. Le président le dit toujours. C'est, en substance, dans toute sa rhétorique sur l'Iran. Donc, s'il peut — s'il peut éliminer, ne serait-ce que sur le plan de la communication — toute possibilité pour l'Iran d'obtenir une arme nucléaire, en faisant s'effondrer la montagne de Parchin dans une énorme explosion provoquée par une frappe nucléaire limitée, je pense que ce serait, en gros, son objectif final. Maintenant, quel effet cela aurait-il sur les Iraniens ? Je pense que, malheureusement, c'est presque une considération secondaire.

Je pense que le président y recourrait de nouveau, comme une opération « Marteau de minuit » décuplée. Je lui dirais simplement de faire attention à la manière de le présenter : « Marteau de minuit » a été un succès militaire, puisqu'elle a permis d'atteindre les objectifs fixés. Mais, dans l'ensemble, cela n'a pas réglé le problème qui nous oblige à mener des opérations militaires en Iran. Parce que cela n'a pas réellement ôté aux Israéliens leur volonté de nous pousser à la guerre. Donc, je pense que les mêmes facteurs nous ramèneraient malgré tout dans cette guerre, même s'il faisait cela. Mais cela radicaliserait encore davantage les Iraniens. Et je pense que cela banaliserait l'emploi d'une capacité nucléaire de frappe préventive. Très rapidement, alors, nous verrions Poutine en utiliser une en Ukraine. Car, au fond, nous enverrions au monde le message suivant : nous sommes la superpuissance dominante.

Et si ce pays, l'Iran, vous savez, nous agaçait, qu'on menait des opérations militaires et qu'ils ne capitulaient pas immédiatement, alors on intensifierait les choses. On utiliserait une arme nucléaire à frappe limitée. Je pense que ça donnerait essentiellement le feu vert à ce que cela se produise aussi en Ukraine. Mais le problème, c'est que je ne crois pas qu'on réfléchisse suffisamment, de manière vraiment critique, à ce que cela impliquerait d'utiliser une arme nucléaire à frappe limitée. Et si on laissait les Israéliens le faire, je crains qu'ils ne frappent pas la montagne de Parchin. Je crains qu'ils ne frappent un véritable centre de population. Et ensuite, on pourrait répéter toute la journée : ce n'était pas nous, c'étaient les Israéliens. Nous condamnons l'action israélienne. On pourrait, en quelque sorte, les réprimander, comme on le fait parfois à propos de Gaza ou du Liban.

Mais le reste du monde, et les Iraniens, diraient en gros : « Eh bien, c'était l'Amérique. Vous financez Israël. Vous n'avez jamais vraiment retiré votre soutien à Israël. » Donc, au fond, on se retrouverait avec toutes les conséquences politiques et les retombées de ça. Et je pense que la même succession d'événements se produirait. Je pense que Poutine dirait alors quelque chose comme : « D'accord, d'accord, ce n'était qu'Israël. Je n'y crois pas. Maintenant que le bouchon a sauté, je vais poursuivre mes intérêts. » C'est une image, bien sûr. Donc, j'ai peur que nous raisonnions de façon très tactique. Le président veut clairement sortir de cette guerre, et ses options militaires sont limitées en ce moment. C'est pour ça que je le pense. Je ne le sais pas avec certitude. Je n'ai aucune information de l'intérieur.

Je ne sais rien de ce qui est classifié. C'est pour ça que je n'ai pas été surpris en entendant les informations selon lesquelles le Pentagone envisageait une forme ou une autre de frappe nucléaire. Les gens se disaient : « Oh là là, c'est complètement fou. Ils n'en discuteraient jamais. » Mais quand on voit simplement l'ampleur du problème en Iran, on ne peut pas lancer une invasion terrestre, même si on en avait la volonté politique. Le pays est tout simplement trop grand. Donc, si vous voulez une reddition totale, si vous voulez une victoire militaire très nette, vraiment majeure, vous en arrivez très, très vite à l'emploi d'une arme nucléaire. Donc, je pense que c'est tout à fait envisageable. Si le président va constamment voir le secrétaire Hegseth et le Pentagone en disant : « Bon, donnez-moi des options militaires. »

Comment sortir de cette situation ? Pourquoi les détroits ne sont-ils pas ouverts ? Vous savez, pourquoi je ne peux pas obtenir ce que je veux avec la force militaire que j'emploie en ce moment ? Je vois très bien le Pentagone revenir et dire : « Bon, chef, si vous voulez qu'on passe à l'étape supérieure, mais que vous ne voulez pas envoyer de troupes au sol, vous n'avez qu'une poignée d'options. Et elles impliquent toutes une forme ou une autre d'arme nucléaire. » Et c'est dans cette confusion, et probablement avec une partie de ces tensions, que les Israéliens — qui ont été très habiles pour évaluer le bon moment de s'adresser au président Trump — pourraient, je le crains, venir voir Trump et lui dire : « Hé, vous ne pouvez pas le faire, mais nous, oui. Regardez ailleurs. »

#Glenn

Donc, l'une des contradictions avec Trump aujourd'hui, c'est qu'il ne semble pas encore avoir de voie claire vers la victoire. Il ne cesse de déclarer victoire, encore et encore. Mais il est intéressant de voir comment cette victoire est définie. Car, lorsqu'il parle de la défaite de l'Iran, il évoque souvent les destructions infligées à son armée, à sa marine, à son aviation, à ses infrastructures, ainsi que la mort de ses dirigeants. En revanche, il n'explique pas vraiment comment tout cela se traduit en objectifs politiques concrets, ni à quelles conditions une guerre peut être considérée comme gagnée. Alors, quelles pourraient être les manières de revendiquer une victoire dans ce cas précis ? Parce qu'il ne semble pas que le détroit d'Ormuz puisse, quelles que soient les circonstances, revenir à la situation qui prévalait auparavant.

#Joe Kent

Oui. Enfin, hier, il a publié que, vous savez, nous avons complètement détruit l'Iran et que le pays est pratiquement mort. Donc, je pense que la conclusion évidente, c'est : bon, alors qu'est-ce qu'on fait encore là-bas ? Vous savez, si c'est le message que vous allez utiliser... Et le président Trump est très efficace pour transformer ses idées politiques en réalités, ici en Amérique, simplement par son style de communication et par la loyauté que lui voue sa base. Alors, pour ma part, je ne comprends absolument pas pourquoi il ne répète pas sans cesse que nous n'avons même plus besoin d'être dans les détroits. Nous n'avons même plus besoin d'être au Moyen-Orient, parce que nous avons gagné. Car je pense que ce message trouverait vraiment un écho ici, en Amérique. Maintenant, il y aurait beaucoup de choses à faire discrètement, par la voie diplomatique, en coulisses. Mais je pense que tout cela est tout à fait réalisable.

Mais pour une raison ou une autre, il nous laisse là. Et ça nous place dans cette vallée des conséquences imprévues, ou plutôt dans ce détroit des conséquences imprévues, comme celui où nous sommes aujourd'hui. Presque n'importe quoi pourrait arriver, faire monter la situation d'un cran, et il ne pourrait pas le contrôler. Donc, je pense que le problème, c'est que dès le tout début de cette opération, nous n'avons pas réussi à définir nos objectifs. Au départ, on disait : « Nous n'allons pas chercher à changer le régime. » Puis nous sommes allés éliminer le guide suprême, et nous avons exigé une reddition totale de l'Iran. Donc, nous employions le langage d'un changement de régime. Et puis, quand cela ne s'est pas produit et que la guerre s'est prolongée, nous avons fait marche arrière : « Non, il ne s'agit pas d'un changement de régime. Nous voulons simplement que le détroit d'Ormuz soit de nouveau ouvert. » Eh bien, si c'est le cas, on peut dire que le statu quo actuel ne va pas vraiment évoluer.

Ça va rester au niveau actuel. Dans le meilleur des cas, nous exportons entre cinquante et cinquante-cinq pour cent du pétrole qui passait auparavant par les détroits, avant le début de la guerre. Donc, ce que nous faisons en ce moment ne marche pas. Franchement, je ne comprends pas pourquoi il ne part pas, tout simplement. Et je pense que sa réticence à partir vient de la pression qu'il sait qu'il subirait ici, sur le plan intérieur, de la part du très puissant lobby israélien. Et je pense que c'est évident, parce qu'il suffit de regarder le protocole d'accord. Ce protocole d'accord aurait pu nous sortir de là.

Cela nous aurait obligés à vraiment maîtriser le message ici, aux États-Unis, parce que ce n'était pas du tout le meilleur accord pour les États-Unis. Cela dit, je pense que le président aurait pu l'assumer. Et je pense qu'il aurait pu s'appuyer sur sa capacité à contrôler le récit. Mais nous n'avons tout simplement pas pu supporter la pression. Parce que, tout de suite, en moins d'une semaine, Marco Rubio est venu conclure un accord qui permettait aux Israéliens de rester au Liban. C'était, je crois, le deuxième point du protocole d'accord. Donc, malheureusement, il semble bien savoir que s'il retirait toutes nos forces et faisait, en gros, tout ce qu'il peut pour mettre fin au conflit militaire, il subirait un retour de bâton de la part des mêmes personnes qui l'ont entraîné dans cette guerre.

C'est la seule conclusion logique à laquelle je puisse arriver. Parce qu'à part ça, on a l'impression que le président veut vraiment, vraiment juste dire : « Je veux en finir avec lui. Je ne veux même plus en parler. » Ça se voit. Je veux dire, le président a fait la même chose avec les dossiers Epstein. Du genre : « Pourquoi est-ce que vous parlez encore d'Epstein ? » Quand il ne veut pas parler d'un sujet, ça l'agace énormément. Et on le voit avec l'Iran. Mais au lieu de simplement décrocher son téléphone et de dire à Hegseth : « Sortez tous nos gars de là-bas. Je ne veux plus entendre parler de cette merde », et de gérer tout ça discrètement... Parce que je pense que si on gérait les choses discrètement et par la diplomatie, alors oui, les Iraniens exerceraient toujours un certain degré de contrôle sur le détroit d'Ormuz. Mais si on allait les voir en leur disant : « Trouvons un accord. Vous récupérez certains avoirs gelés, vous obtenez un allègement des sanctions, et vous commencez à réduire les péages que vous allez faire payer dans le détroit d'Ormuz. Nous, on a juste besoin que l'énergie recommence à circuler. » Je pense qu'on pourrait trouver un arrangement assez rapidement.

#Joe Kent

Le président Trump traite actuellement, de façon pragmatique, avec l'ancien chef d'Al-Qaïda qui dirige la Syrie. Vous savez, on a prouvé qu'on pouvait conclure des accords avec de mauvaises personnes. Rien ne l'empêche de conclure un accord similaire avec l'Iran. Donc, son incapacité à le faire me laisse penser que c'est vraiment dû à la pression que le lobby israélien exerce sur lui.

#Glenn

Oui, j'allais justement vous poser la question, parce que les États-Unis, comme vous l'avez dit, semblent s'être un peu éloignés de nombre de leurs intérêts fondamentaux. Ils se retrouvent désormais alignés avec tous les djihadistes en Syrie. La région du Golfe, qui est très importante pour l'économie politique des États-Unis, est en feu. On voit aussi l'Iran se rapprocher davantage de la Russie et de la Chine. Là encore, les États-Unis auraient sans doute intérêt à mettre un peu plus de distance entre eux. Mais quels sont les intérêts américains dans tout ça ? Et comment interprétez-vous la décision de Washington ? Est-ce une tentative de, disons, rétablir sa primauté régionale ? Ou bien est-ce Israël qui mène la danse ? Comment expliquer certaines de ces décisions ? Parce que, si on prend un peu de recul, rien de tout cela n'a vraiment beaucoup de sens, compte tenu de la direction que les États-Unis disaient vouloir prendre il n'y a pas si longtemps.

#Joe Kent

Ça me laisse perplexe, moi aussi. Je veux dire, le président Trump est arrivé au pouvoir lors de sa première campagne en disant, en substance, que la plupart de ce que nous avons fait au Moyen-Orient était une erreur. Lors de son second mandat, il a essayé, sans succès, mais il a quand même au moins tenté de nous sortir du Moyen-Orient. Parce qu'il disait en gros : « Hé, c'est mauvais pour l'Amérique. C'est mauvais pour tout homme politique qui s'engage au Moyen-Orient. Ils finissent par se retrouver coincés dans exactement la situation où nous sommes aujourd'hui. » Alors, je ne sais pas pourquoi il se bat aussi fermement contre les idées qu'il a formulées avec tant de justesse, à la

fois comme candidat, puis durant son premier mandat. Donc, en ce moment, il semble que... premièrement, évidemment, le lobby israélien exerce beaucoup de contrôle sur nous.

On vient justement d'en parler : ils ont, en gros, réussi à nous pousser à saboter le mémorandum d'accord, avec le pays qui nous avait permis de sortir du conflit. J'ai aussi beaucoup parlé de la façon dont ils nous ont entraînés dans cette guerre. Mais je pense que le président Trump a un autre problème : il ne veut pas donner l'impression de céder le moindre terrain. Et donc, on est maintenant coincés dans cette situation. Je crois que c'est presque une forme d'orgueil impérial : on veut toujours maintenir notre domination partout dans le monde, même si elle ne sert pas le peuple américain. Comme si devoir quitter le Moyen-Orient était une tache sur notre honneur. Et ce serait une tache sur l'honneur du président Trump. Alors qu'en réalité, si on regarde les choses de manière pragmatique, il est temps pour nous de quitter le Moyen-Orient.

Nous devrions vraiment nous contenter de défendre nos intérêts dans cette région. Et si d'autres acteurs arrivent et concluent des accords entre eux, très bien, qu'il en soit ainsi. Nos intérêts au Moyen-Orient sont très, très limités. Nous devons surtout veiller à ce que les flux d'énergie, de pétrole et de tout le reste puissent sortir librement du Moyen-Orient, en passant par le détroit d'Ormuz et le détroit de Bab-el-Mandeb. Ensuite, nous devons nous assurer que, face aux organisations terroristes qui cherchent réellement à nous nuire ici, en Amérique, nous ayons des partenaires dans la région capables de nous prévenir lorsqu'une attaque se prépare, et éventuellement de nous permettre de frapper ces cibles, ou de les neutraliser eux-mêmes. Au-delà de ça, qui est la force dominante au Moyen-Orient ? Franchement, je ne pense pas que ce soit important.

En ce moment, je serais davantage préoccupé par le maintien du statut du pétrodollar et par le fait de garantir que l'énergie puisse circuler. Mais lui, il ne fait pas ça. Il ne veut vraiment pas admettre que nos bases dans la région ont été considérablement réduites. Alors qu'en réalité, il devrait dire quelque chose comme : « Hé, ces bases ont été construites par George Bush père, puis elles ont été maintenues par Bush fils pour ces guerres stupides, contre lesquelles je me suis présenté dès le départ. » Du genre : « Oui, président Trump, je serai celui qui fermera ces bases au Moyen-Orient, parce qu'à long terme, elles nous ont coûté bien plus qu'elles ne nous ont rapporté. » Mais il ne le fait pas. Et je pense qu'on voit ça dans le monde entier. Nous essayons toujours de maintenir notre domination en tant qu'unique superpuissance mondiale.

Et encore une fois, notre statut de seule superpuissance mondiale ne profite pas vraiment au peuple américain. Je m'inquiéterais de ses conséquences économiques. Je pense que, sur le long terme, nous devons vraiment nous inquiéter de notre statut de détenteur de la monnaie de réserve mondiale. Car, aujourd'hui, notre économie repose sur le fait que nous pouvons imprimer de la monnaie. Je ne pense pas que ce soit une bonne chose. Je pense que nous devons régler cela chez nous, sur le plan intérieur. Mais, à l'heure actuelle, nous misons vraiment sur le fait que le monde

continuera d'utiliser le dollar. Alors que, pratiquement depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie, toutes les mesures que nous avons prises — nous avons exclu la Russie du système Swift — puis cette guerre, qui a érodé le statut du pétrodollar, tout cela a joué en faveur de la Chine.

Mais ensuite, il y a toutes les autres nations non alignées, l'émergence des BRICS, et ainsi de suite. Notre incapacité à voir à long terme et à penser de manière stratégique est vraiment aveuglée par notre simple désir de nous accrocher à cet empire. Donc, je pense que, tant qu'on ne parviendra pas à briser ça — je ne sais pas ce que c'est exactement — cette incapacité à reconnaître que l'Histoire a, en quelque sorte, dépassé cette brève période où l'Amérique était l'unique superpuissance... Tant qu'on ne s'en libérera pas, on continuera à dépenser des quantités énormes de vies humaines et d'argent dans ce qui relève essentiellement du sophisme du joueur : on investit toujours plus, et on perd toujours plus. C'est donc très frustrant à voir. Et pour le président Trump, qui est un homme d'affaires et quelqu'un qui exprime toutes ces idées depuis des années, le fait qu'il ne le voie pas, c'est très déroutant et très frustrant.

#Glenn

Oui, ce qui est intéressant, c'est que la personne qui a inventé ce concept, ou cette expression, « le moment unipolaire », c'était Krauthammer, en mille neuf cent quatre-vingt-dix. Et son idée, c'était de dire : voilà comment le pouvoir est réparti aujourd'hui. À l'avenir, des rivaux vont émerger, et nous passerons alors à un système multipolaire. Mais je ne pense pas qu'il ait mesuré à quel point il serait difficile, pour notre classe politique, qui a grandi dans ce système, d'y renoncer de son plein gré. Donc, je pense qu'ils en souffrent beaucoup.

On dirait vraiment que c'est un moment très critique pour les États-Unis. S'ils doivent, disons, renforcer la République, est-ce qu'ils ne l'affaiblissent pas davantage en maintenant, eh bien, essentiellement un empire qui est déjà en train de s'effondrer ? On pourrait penser que c'est précisément sur cela que Trump a fait campagne, si je l'interprète correctement. C'est-à-dire sauver la République en réduisant l'empire. Mais est-ce que, là encore, cela concerne principalement Israël ? Ou bien, encore une fois, les dossiers Epstein ? J'ai vraiment du mal à comprendre ce revirement massif, parce que ce n'était pas la rhétorique sur laquelle il avait initialement fait campagne, comme vous l'avez dit.

#Joe Kent

Je veux dire, c'est vraiment la question de notre époque. Et je ne sais pas si nous aurons — j'espère que nous aurons — une réponse un jour. Mais j'ai le sentiment que les gens vont étudier cette question pendant très longtemps. Parce que, encore une fois, comme vous l'avez dit, Trump a formulé toutes ces choses. Que ce soit au sujet du Moyen-Orient ou du fait que nous soutenions l'empire. Je veux dire, il l'a expliqué dans des termes très simples, très concrets, ceux d'un travailleur.

En gros, il disait : « Nous payons pour toute cette sécurité partout dans le monde, et pourtant nous ne sommes même pas capables de sécuriser notre propre frontière. Nous finançons des infrastructures dans d'autres pays, alors que nos infrastructures, ici, tombent en ruine. »

Et c'est ça qui l'a propulsé à la Maison-Blanche. Enfin, deux fois, à deux occasions distinctes. Je dirais même trois fois, à trois occasions distinctes. Alors, qu'il change d'avis du jour au lendemain comme ça... je ne sais pas ce que c'est. Cette histoire de dossier Epstein, j'ai du mal à y croire. Parce que je pense que s'il y avait eu de véritables éléments compromettants sur le président Trump dans les dossiers Epstein, ça serait sorti en deux mille seize. Je pense que la machine Hillary Clinton aurait balancé ça immédiatement, et on n'aurait plus jamais entendu parler de Trump. Donc peut-être... Je pense qu'il y a là-dedans des choses qu'il ne veut probablement pas voir sortir, à cause d'autres personnalités puissantes, parce qu'il veut préserver ce réseau puissant.

C'est la seule réflexion que j'ai vraiment sur Epstein. Mais je pense qu'un système de coercition a été mis en place autour du président Trump. Je veux dire, il voulait vraiment gagner l'élection de deux mille vingt-quatre pour prouver qu'il était le président légitime. Et pour y parvenir, il a reçu beaucoup d'argent de Miriam Adelson, du lobby pro-Israélien. Cela leur a donné un très haut niveau d'accès auprès de lui. Ils ont pu choisir bon nombre des principaux conseillers qui l'entourent. Ils ont obtenu un accès qui a, en substance, permis à ces conseillers, officiels comme non officiels, de passer outre la communauté du renseignement. À tel point que le président n'écoutait même plus sa propre communauté du renseignement.

Et maintenant, ils nous ont entraînés dans cette guerre. Et je pense aussi que les Israéliens ont très, très bien joué sur la psychologie du président Trump. Il ne veut pas donner l'impression d'être vaincu. Et comme ces mêmes conseillers, officiels ou non, ont accès au président, chaque fois qu'il essaie de nous sortir de là, ils reviennent le voir et lui disent : non, ça va faire tache sur votre bilan. Ce sera embarrassant pour l'Amérique. Et ils le convainquent de rester juste un peu plus longtemps. Puis l'escalade s'accroît encore. Et, vous savez, on reste tout simplement coincés dans ce borborygme.

Et maintenant, je pense qu'il est presque prisonnier de sa propre fierté. Il ne veut pas dire qu'on lui a donné de mauvais conseils. Il ne veut pas dire qu'il a commis des erreurs. Donc, il est en quelque sorte enfermé là-dedans. Mais je pense aussi qu'il y a autre chose. J'en parle assez souvent. Je veux dire, je pense que les tentatives d'assassinat, les multiples failles dans sa sécurité, Charlie Kirk, qui était opposé à la guerre contre l'Iran, assassiné publiquement... Je pense que toutes ces choses-là... Je ne peux pas désigner un seul fil qui les relierait toutes et dire : voilà le complot. Mais je pense que tous ces éléments ont une influence sur le président Trump.

Trump a cette capacité, et il l'a montré, surtout en deux mille seize, lorsqu'il est arrivé au pouvoir un peu de nulle part, en outsider. Il est très doué pour prendre de grandes quantités de données, les analyser, et voir, vous savez, quels sont les points critiques. Où se trouve son levier ? Où sont ses vulnérabilités ? Donc, je ne pense pas que quiconque ait eu besoin d'aller voir le président Trump pour lui expliquer : « Hé, on peut vous atteindre. On peut atteindre votre famille. Il y a des failles

dans votre sécurité. Et regardez, on vient de, vous savez, éliminer l'un de vos alliés. » Personne n'a vraiment eu besoin de le lui dire clairement. Mais je pense qu'il a pu se dire : « D'accord, je comprends. »

Je comprends le message. Et que ce message ait été intentionnellement transmis ou non, je pense qu'il a réellement trouvé un écho chez lui. C'est la même analyse que je ferais si j'évaluais un dirigeant étranger. Si, lorsque je travaillais encore dans les services de renseignement, j'analysais un dirigeant étranger et cherchais à comprendre pourquoi il avait autant changé, ou pourquoi il prenait les décisions qu'il prenait, nous prendrions très certainement en compte plusieurs tentatives d'assassinat, des failles dans sa sécurité, l'assassinat d'un allié politique de premier plan. Nous tiendrions sans aucun doute compte de tous ces éléments pour essayer de déterminer pourquoi ce dirigeant pense comme il pense.

Donc, là encore, je n'ai pas de réponse tranchée. Et je crains que nous allons débattre de cette question pendant encore un bon moment. Mais je pense qu'il faut continuer à le dénoncer. Parce que les mesures que nous prenons en ce moment, surtout en matière de politique étrangère américaine, vont à l'encontre de tout ce pour quoi le président Trump a déjà fait campagne. Et c'est vraiment à l'opposé de la manière dont il s'est comporté durant son premier mandat. Lors de ce premier mandat, il a subi de fortes pressions pour entrer en guerre avec l'Iran, et il y a résisté. La vraie question, c'est donc de savoir ce qui existe aujourd'hui et qui n'existait pas à l'époque.

#Glenn

Eh bien, à propos de Charlie Kirk, cette discussion semble très étroitement liée à la guerre contre l'Iran. Et, si j'ai bien compris, vous aviez des contacts avec lui. Je me demandais donc ce que Charlie Kirk vous avait dit sur l'Iran, Israël et la possibilité que les États-Unis entrent en guerre.

#Joe Kent

Oui. Enfin, Charlie et moi, on n'était pas de grands amis ou quoi que ce soit. Il y a beaucoup d'autres personnes à la Maison-Blanche qui étaient bien plus proches de Charlie que moi. Je l'ai connu quand je me présentais au Congrès. Il est venu dans l'État de Washington. Il m'a beaucoup soutenu et s'est montré très bienveillant envers moi pendant ma campagne. Il m'a dit que l'une des principales raisons, c'était mon expérience dans l'armée et au sein de la communauté du renseignement, ainsi que ma vision de notre politique étrangère. Il disait avoir connu une évolution similaire. Au départ, il pensait selon les conceptions conservatrices traditionnelles. Mais, au cours des cinq ou six dernières années, il était vraiment devenu sceptique quant à la façon dont les États-Unis avaient exercé leur puissance, en particulier avec la guerre contre le terrorisme et les interventions qui se poursuivaient.

Il était donc très aligné sur la politique de Trump en deux mille seize. Au fil des années, lui et moi en avons parlé un peu, ici et là. Puis, pendant la transition, après la victoire de Trump en deux mille vingt-quatre, je l'ai recroisé au bureau de transition de West Palm Beach. J'aidais alors Tulsi Gabbard

à constituer son équipe pour les personnes qui allaient intégrer le Bureau du directeur du renseignement national. Charlie et moi avons discuté. Il m'a dit : « Écoutez, il nous faut des gens qui vont s'attaquer de façon agressive à la communauté du renseignement, pour informer le peuple américain, pour apporter de la transparence, et pour empêcher que la communauté du renseignement soit instrumentalisée contre le peuple américain. » Nous étions très alignés là-dessus.

Évidemment, Tulsi était elle aussi très en phase avec ça. Mais il craignait aussi qu'on subisse beaucoup de pression de la part des néoconservateurs, du lobby israélien, pour nous entraîner dans une guerre avec l'Iran. Il voulait donc des garde-fous solides sur ce point. Après ça, je n'ai pas beaucoup parlé avec lui. Mais je l'ai revu en juin, juste avant le déclenchement de la guerre de douze jours. À ce moment-là, nous débattions intensément : est-ce qu'on pourrait retenir les Israéliens ? Est-ce qu'on pouvait les retenir ? Comment s'assurer que les négociations du président Trump, auxquelles je pensais qu'il accordait alors la priorité, ne soient pas sabotées ? Et donc, je l'ai littéralement vu.

Si vous connaissez le complexe de la Maison-Blanche, il y a le bâtiment exécutif Eisenhower. C'est là que travaillent la plupart des gens qui travaillent à la Maison-Blanche. L'ODNI et moi, nous avons un bureau là-bas. Et puis il y a l'aile Ouest. Donc, je venais simplement de marcher du bâtiment exécutif Eisenhower jusqu'à l'aile Ouest pour une réunion. Et dans le couloir de l'aile Ouest... En fait, la Maison-Blanche est vraiment, vraiment petite. Les escaliers et tout ça ne ressemblent pas à ceux d'un immeuble de bureaux classique. C'est plutôt comme les escaliers chez vous. Et donc, j'ai croisé Charlie dans l'escalier. Je lui ai juste dit bonjour. Lui, je crois qu'il se dirigeait vers le Bureau ovale, et il a dit : « Hé, Joe, empêchez-nous d'entrer en guerre avec l'Iran. »

Et l'aile ouest est très petite, et il l'a dit très fort aussi. Donc, enfin, c'était assez clair de voir ce qu'il était venu faire. Et c'est la dernière fois que j'ai vu Charlie. Et je pense que, d'après tout ce que nous savons maintenant publiquement, grâce à d'autres personnes qui ont raconté les conversations qu'elles ont eues, Charlie était là pour vraiment, vraiment supplier le président de ne pas nous entraîner dans ce conflit avec l'Iran. Il y a beaucoup de vidéos où on l'entend parler de ça. Enfin, il avait décrit exactement le scénario qui s'est plus ou moins produit, et expliqué pourquoi il était contre la guerre. Donc, Charlie était un allié politique solide du président, mais il avait aussi cette capacité, parce qu'il avait fait énormément d'organisation communautaire.

Il avait fait énormément pour réellement mobiliser les électeurs. Il ne se contentait pas d'avoir une tribune et un podcast — qu'il avait déjà. C'était aussi un organisateur de terrain. Il mobilisait les jeunes pour qu'ils aillent voter, concrètement. Il a donc contribué de façon importante à une grande partie du succès du président Trump en deux mille vingt-quatre. Il avait aussi la possibilité, en gros, d'entrer et d'avoir un entretien direct avec le président Trump, ce que peu de gens pouvaient faire. Donc, Charlie était très clairement opposé à cela. Et je pense qu'il faut continuer à se demander pourquoi il a été tué, à ce moment-là, et comment cela s'inscrit dans le contexte plus large de la situation de notre pays à l'époque.

#Glenn

Eh bien, dans cette optique, pour répondre à cette question : quelles sont donc les circonstances entourant l'assassinat de Charlie Kirk qui, selon vous, mériteraient une enquête plus approfondie, ou au moins une enquête ?

#Joe Kent

Eh bien, on nous a dit qu'il y avait un individu qui avait tué Charlie. Et qu'il s'agisse ou non de celui qui a réellement appuyé sur la gâchette et tué Charlie, cela sera tranché devant un tribunal. Il aura son jour au tribunal. Tout cela fait l'objet d'analyses très poussées. À titre personnel, je n'ai pas grand-chose de plus à ajouter là-dessus. En revanche, le récit du tireur isolé — selon lequel ce serait simplement ce jeune qui aurait mené cette opération — j'ai du mal à y croire. Et je dis ça parce que des gens avaient publié en ligne, avant son assassinat, qu'il allait être tué ce jour-là. Il y avait aussi une personne sur place qui, immédiatement après que Charlie a été tué, s'en est attribué la responsabilité et a dit, en substance : « C'est moi qui ai tiré sur Charlie Kirk. Arrêtez-moi. »

Il s'appelle George Zinn. Plus tard, quand il est interrogé, les gens lui demandent : « Pourquoi avez-vous fait ça ? » Et il répond qu'il l'a fait comme diversion, pour permettre au véritable tueur de s'échapper. Donc, à moins qu'il ait pris cette décision en une fraction de seconde, on a bien l'impression que d'autres facteurs entraient en jeu. Moi, j'examinais aussi l'affaire du point de vue national de la lutte antiterroriste. Nous faisons partie de la communauté du renseignement, pas des forces de l'ordre. Je n'ai donc pas le droit d'enquêter sur des citoyens américains, sauf si je pense qu'ils ont des liens avec une forme quelconque de gouvernement étranger. J'examinais donc tous les liens étrangers qui pouvaient potentiellement exister autour de l'assassinat de Charlie. Et nous avons beaucoup de pistes à suivre quand nos activités ont été arrêtées.

On nous a dit : « Bon, l'affaire est pratiquement classée. On tient le type. On va tout remettre à l'Utah. Désormais, c'est une affaire qui relève de l'État de l'Utah. Nous n'avons plus rien à faire. » Je me suis opposé à ça. J'ai protesté. J'ai dit : « Écoutez, non. Il reste énormément de travail à faire. Nous avons beaucoup de pistes à vérifier, pour nous assurer qu'il n'y a rien d'autre derrière tout ça. » Et je n'ai jamais pu vérifier ces pistes. Et je ne pense pas qu'elles aient réellement été vérifiées. Je ne dis pas que toutes ces pistes désignaient tel ou tel pays, avec des preuves irréfutables. Je sais simplement qu'il restait du travail à faire. Et c'est là-dessus que j'étais en conflit avec le FBI.

#Glenn

Mais est-ce que vous voyez la possibilité que, vous savez, sans trop spéculer là-dessus, certains de ces éléments pointent vers Israël ? Parce que, bon, vous dites en substance qu'il a l'oreille du président presque quand il le veut. Il est très opposé à une guerre contre l'Iran. Israël pousse en ce sens depuis des décennies. Je veux dire, encore une fois, sans trop s'aventurer dans la spéculation, est-ce que c'est une possibilité ?

#Joe Kent

Eh bien, je pense que c'est une possibilité. Je veux dire, ce que Charlie disait publiquement sur notre relation avec Israël, il faut en tenir compte. Mais c'est pareil pour le reste. Charlie était aussi très critique envers l'islam aux États-Unis. Alors, est-ce que j'examinerais les groupes terroristes ? Absolument. Charlie était aussi très opposé à Antifa et à l'idéologie transgenre. Et beaucoup de ces individus finissent par devenir des auteurs de fusillades dans des écoles. Donc, j'examinerais toutes ces pistes. Le fait est qu'il nous restait encore beaucoup de travail à faire. Donc, encore une fois, je ne peux pas désigner un pays ou une entité en particulier et dire : c'est celui-là. C'est celui qu'il fallait examiner. Mais écoutez, Charlie était une figure internationale. C'était quelqu'un qui ne fuyait aucune controverse. Et il y a des heures et des heures de Charlie parlant de tous les sujets controversés, vous savez, sur Internet, auxquels les gens peuvent encore avoir accès aujourd'hui.

Alors, penser qu'on pouvait boucler cette enquête et simplement dire : « Oh non, non, c'était juste un seul type », alors que des gens publiaient ouvertement en ligne qu'il allait être tué ce jour-là... Penser qu'on pouvait terminer cette enquête très vite, en un mois, un mois et demi, et la confier aux autorités de l'État de l'Utah, c'est là que j'ai eu un gros problème. Mais encore une fois, si vous regardez la chronologie de l'assassinat de Charlie Kirk, il reste beaucoup de travail à faire, et beaucoup de questions auxquelles il faut encore répondre. Donc, là encore, je ne peux pas désigner un pays et dire que j'avais davantage d'éléments contre lui. Ce ne serait pas approprié de ma part. Je ne peux pas dire que j'avais davantage d'éléments concernant tel ou tel pays, telle ou telle personne. Tout ce que je peux dire avec certitude, c'est qu'il nous restait davantage de travail à faire pour nous assurer d'avoir mené l'enquête avec toute la rigueur nécessaire.

#Glenn

Eh bien, je suppose que c'est le principal scandale : avoir mis fin prématurément à l'enquête. Mais je voudrais bifurquer un peu, parce que vous avez mentionné à deux reprises, plus tôt, qu'il pourrait aussi y avoir une guerre nucléaire en Europe, que les Russes pourraient y recourir. Et là encore, c'est aussi l'une de mes préoccupations. Il pourrait y avoir de nombreux scénarios menant aujourd'hui à une guerre nucléaire en Europe. Mais ma principale inquiétude serait que, à mesure que l'OTAN s'implique de plus en plus directement dans des attaques contre la Russie, les Russes finissent par estimer qu'ils sont contraints de préserver leur capacité de dissuasion en ripostant, probablement contre l'un des États baltes. Et alors, l'OTAN, eh bien, je pense, s'en prendrait très probablement à Kaliningrad.

Et les Russes ne peuvent pas vraiment défendre cette enclave avec des armes conventionnelles. Il pourrait donc être très tentant de recourir à une arme nucléaire tactique. Enfin, pardon, je veux dire : plutôt qu'à des armes conventionnelles. Et encore une fois, ce n'est pas le scénario le plus probable. Mais une fois que les combats auront commencé, il sera très difficile de maîtriser cette échelle d'escalade avant que quelqu'un ne la gravisse à toute vitesse. Je me demandais donc

comment vous voyez les choses : quelle est, selon vous, la probabilité d'une telle guerre ? Et aussi, quelles erreurs de calcul l'Occident commet-il, à votre avis, sur ce que la Russie serait prête à tolérer ? Parce qu'à chaque fois, j'ai l'impression que les médias partent du principe suivant : ils avaient des lignes rouges, nous les avons largement franchies, et ils n'ont rien fait. Alors, vous savez, continuons simplement à escalader. C'est un peu cette logique-là. Mais combien de temps cela peut-il encore fonctionner ?

#Joe Kent

Le problème qu'on a en Amérique, c'est ce biais de normalité. Tous ceux qui vivent aujourd'hui en Amérique ont toujours connu une Amérique comme seule superpuissance mondiale. Et, en gros, on a pu aller ailleurs, créer pas mal de chaos, commettre beaucoup d'erreurs à l'étranger, sans que cela nous affecte vraiment ici, en Amérique, à part quelques événements. Alors, je pense qu'on s'imagine pouvoir continuer à pousser les Russes, sans vraiment mesurer à quel point ce combat est existentiel pour eux.

C'est presque tabou, aux États-Unis, de se mettre à la place de son adversaire. On vous le reproche. Est-ce que vous sympathisez avec les Iraniens si vous dites ce que vous feriez à leur place ? Du genre : « Ah, vous aimez Poutine si vous dites que, vous savez, si j'étais russe, je ferais ceci ou je ressentirais cela ? » On s'est donc vraiment enfermés, intellectuellement, dans une boîte. On est devenus incapables de penser au-delà de l'idée que l'Amérique est la seule superpuissance, ou de comprendre comment les choses sont perçues par nos adversaires, ou par nos ennemis. Je pense que ce que nous devons comprendre aujourd'hui, c'est que cette guerre est existentielle pour les Russes. La Russie est un pays bien plus grand. Depuis très longtemps, on dit : « Oui, les Ukrainiens gagnent en ne perdant pas, et regardez combien de personnes les forces russes perdent. » Mais au bout du compte, si c'est une guerre d'usure, pas besoin d'avoir un doctorat en stratégie...

#Joe Kent

Il faut comprendre que la Russie est un pays bien plus grand. On a beaucoup reproché à Kamala Harris d'avoir dit que la Russie était grande et que l'Ukraine était petite. Et je pense qu'elle disait ça pour expliquer qu'on devait défendre le petit. Elle avançait cet argument très, presque digne des comics Marvel, selon lequel l'Amérique devrait toujours soutenir l'outsider. Cela dit, il y avait aussi beaucoup d'honnêteté dans le début de sa déclaration, quand elle disait : « La Russie est un grand pays, l'Ukraine est un petit pays. » Donc, la Russie pourra mener une guerre d'usure bien plus longtemps que l'Ukraine.

Mais nous sommes entrés dans ce conflit parce que l'Occident pousse l'expansion de l'OTAN jusqu'aux frontières de la Russie depuis si longtemps. Alors, imaginer que la Russie va simplement dire : « Non, c'est bon, on va s'asseoir à la table des négociations parce qu'on apprécie ce président américain », ça n'arrivera tout simplement pas. Les Russes vont devoir nous repousser immédiatement loin de leurs frontières. Et en ce moment, je pense que Poutine subit une forte

pression intérieure. C'est un autre point que nous ne reconnaissons pas en Occident : en Russie, Poutine est plutôt un homme politique centriste. Et, à sa droite, certains lui demandent : « Pourquoi cette guerre continue-t-elle encore ? »

Il faut y mettre fin, et y mettre fin maintenant. Surtout alors que les Américains sont embourbés au Moyen-Orient — et c'est notre cas — et que nous y consommons une grande partie de nos équipements militaires essentiels. Donc, je pense qu'il subit énormément de pression, en ce moment, pour conclure cette guerre, et pour ne pas céder le moindre pouce aux Ukrainiens. Et puis, avec tout notre soutien, notre technologie, nos renseignements de ciblage, les Ukrainiens frappent les infrastructures énergétiques russes. Nous tuons des civils russes. Nous ciblons des civils russes. Alors, penser que Poutine va simplement rester là et se dire : « D'accord, je vais continuer à respecter les règles d'une guerre par procuration, où je ne riposte pas contre ceux qui financent réellement les Ukrainiens »... c'est absolument insensé. Parce que si les rôles étaient inversés, nous ne respecterions pas ces mêmes règles. Nous nous en prendrions nous-mêmes aux sources de financement et aux sources des renseignements de ciblage.

Et donc, penser que les Russes ne vont pas faire ça, je trouve ça absolument absurde. À mesure que cette guerre s'éternise, la Russie progresse petit à petit. Elle est en train de gagner la guerre, lentement. Mais je pense que si nous faisons quelque chose comme une première frappe avec une arme nucléaire, que ce soit nous ou les Israéliens au Moyen-Orient, Poutine dirait : « D'accord, donc c'est la nouvelle norme. Je vais m'en tenir à ces nouvelles règles. Et je vais aussi mettre fin à ce conflit très rapidement, avec quelque chose d'un peu plus puissant. » Mais je pense aussi que Poutine est sous très forte pression en ce moment, à cause des frappes contre des civils russes et des infrastructures russes. Il va devoir commencer, au moins peut-être, par mener des opérations de sabotage ou des opérations plus clandestines contre certains alliés de l'OTAN.

Et puis l'OTAN va ressentir le besoin d'escalader à son tour. Et encore une fois, comme nous sommes au centre de l'OTAN, en tant que seule superpuissance, cela nous place aussi au cœur de ce conflit. Je pense donc que le front russe est presque oublié ici, en Amérique. Mais je pense qu'il devient incroyablement dangereux. Et encore une fois, pour quel bénéfice ? Que le Donbass soit contrôlé par tel ou tel camp, ça n'a aucune importance pour qui que ce soit en Amérique. On peut même se demander si cela importe vraiment à qui que ce soit en Europe occidentale. Et pourtant, nous voilà à risquer un conflit nucléaire avec la Russie à cause de cette guerre qui, vous savez, est devenue presque une sorte de fétiche étrange à Washington, dans le district de Columbia.

#Glenn

Mais l'incapacité à reconnaître que les Russes considèrent cela comme une menace existentielle, je pense que c'est très dangereux. Parce que toute cette stratégie consistant à frapper loin à l'intérieur de la Russie, à viser des cibles civiles pour que la population fasse pression sur le Kremlin afin de mettre fin à la guerre... ils n'expliquent jamais concrètement ce que signifie « mettre fin à la guerre ». Car si nous reconnaissons qu'il s'agit d'une menace existentielle, alors la seule manière de mettre

fin à la guerre serait d'escalader de façon très massive. Mais comment pensez-vous qu'on en est arrivés là ? Parce que, par le passé, si vous vouliez gérer la compétition sécuritaire avec d'autres États, la première chose à faire était de vous mettre à la place de l'adversaire.

Mais comme vous le disiez, si un homme politique, un journaliste, un universitaire, ou n'importe qui voulait dire : « Bon, vous savez, si j'étais iranien, si j'étais russe, si j'étais chinois... » Dès qu'on essaie d'expliquer le monde de leur point de vue, vous savez, on devient un apologiste des ayatollahs, un ami des pandas, ou un poutiniste. C'est très étrange. Avant, on n'était pas comme ça, du moins pendant la guerre froide. On pouvait dire : « Bon, les Soviétiques considéraient cela comme une menace, alors ne le faisons pas. » Comment dissuader sans provoquer ? On ne peut même pas admettre que nous puissions provoquer. C'est très étrange — et aussi très difficile — d'avoir une réflexion stratégique si on n'a pas le droit de se mettre à la place de l'adversaire. Mais on dirait qu'aucun responsable politique ni aucun média ne le fait plus. Je me demandais simplement si vous aviez des réflexions là-dessus, parce que cela me préoccupe beaucoup. Je ne comprends pas comment c'est devenu controversé.

#Joe Kent

Ce serait intéressant à étudier. Je pense que ça a été — peut-être pas délibérément — mais ça a été une tactique très habile. Je pense qu'ici, en Amérique du moins, beaucoup de faucons ont réussi à imprégner les médias de cette idée, en faisant honte aux gens, au point qu'ils n'osent même plus engager ce genre de discussions. Je veux dire, vous entendez même des Américains très en vue qui, je le sais, sont assez intelligents en privé pour se demander : « Hé, qu'est-ce que les Iraniens pensent ? Pourquoi pensent-ils ça ? » Mais dès qu'ils sont en public, ils disent des choses comme : « Les Iraniens sont complètement fous. Je n'arrive pas à croire que ces Iraniens fous aient fermé le détroit d'Ormuz. » Alors que notre propre simulation de guerre disait qu'ils allaient le fermer. Regardez la carte. Même mon enfant de onze ans pourrait vous dire qu'ils fermentaient le détroit d'Ormuz, simplement à cause de la géographie.

#Joe Kent

Mais le camp des faucons ici, en Amérique, a fait un travail tellement efficace que, dès que vous dites ça, vous savez, comme vous l'avez dit, vous devenez un apologiste des ayatollahs. Genre, quoi ? Vous croyez ce que dit la République islamique d'Iran. Et c'est la même chose. On l'a beaucoup vu pendant la guerre entre la Russie et l'Ukraine. Parce que soutenir les Ukrainiens est presque devenu une religion ici, en Amérique. Surtout chez les démocrates, mais aussi chez beaucoup de républicains traditionnels. C'est devenu une sorte de fierté nationale : il fallait défendre l'Ukraine contre la Russie. Et si vous disiez : « Bon, attendez une seconde, quelle est vraiment l'histoire derrière tout ça ? Pourquoi Poutine s'est-il soudainement réveillé un jour en décidant d'envahir l'Ukraine ? » Eh bien, vous étiez en train de défendre Poutine.

Si vous vous penchiez sur les véritables raisons... Et même si vous disiez quelque chose d'aussi fou que, je ne sais pas, si le Canada ou le Mexique continuaient à s'étendre à notre frontière et annonçaient vouloir rejoindre cette immense alliance avec certains de nos rivaux, comme la Russie et la Chine, je suis presque sûr que nous envahirions de vastes portions de la Russie et du Canada — de la Russie, du Mexique et du Canada. Mais encore une fois, les médias ont fait un travail tellement efficace pour faire honte à quiconque disait cela, puis pour les cataloguer comme étant, vous savez, soit sympathisants d'un pays étranger, soit même, peut-être, une forme de bigots parce qu'ils soutenaient la Russie. Donc oui, je pense que ce serait une étude intéressante sur les médias. Mais je l'ai constaté, en gros, depuis deux mille vingt-deux : dès que vous dites que vous allez examiner les choses du point de vue de l'adversaire, vous devenez automatiquement un traître, et potentiellement bien, bien pire.

#Glenn

Eh bien, dans ce pays, quand la Russie a envahi l'Ukraine, notre ancien ministre de la Défense a déclaré : « Ce n'est pas le moment de comprendre. C'est le moment de condamner. » Parce qu'apparemment, nous ne sommes pas capables de marcher et de mâcher du chewing-gum en même temps. Mais enfin, je voulais vous poser la question. Quand Trump a été élu, il y avait un véritable optimisme en Russie. L'idée, c'était qu'ils pourraient non seulement mettre fin à la guerre par procuration en Ukraine, mais aussi à ce siècle de guerre avec les États-Unis. Une guerre qui, je le répète, trouvait ses racines dans une situation géopolitique très différente, qui n'existe plus aujourd'hui.

Et effectivement, il semblait y avoir un intérêt commun. Autrement dit, ni les Américains ni les Russes ne voudraient que la Russie devienne excessivement dépendante de la Chine. Tous deux préféreraient voir les Russes diversifier leurs partenariats. Cela semblait donc relever d'un intérêt commun. Mais cela ne s'est jamais concrétisé. Et il n'y a pas eu de paix après la réunion en Alaska. Par ailleurs, les États-Unis de Trump sont désormais, comme vous l'avez dit, eux aussi un participant direct à la guerre. Alors, encore une fois, c'est un peu comme le mystère iranien. Je me demandais : comment ce basculement s'est-il produit ? Et, selon vous, jusqu'où va aujourd'hui l'implication des États-Unis contre la Russie ? Oui.

#Joe Kent

Je pense que l'un des gros problèmes auxquels le président Trump s'est heurté concernant la Russie et l'Ukraine, c'est d'abord que la Russie était déjà, en quelque sorte, en train d'arracher une victoire en Ukraine. Donc, je ne sais pas si Poutine avait vraiment très envie de s'asseoir à la table et d'écouter notre point de vue. Cela dit, je pense que Trump avait une occasion à saisir. Mais si l'administration n'a pas réussi, selon moi, à amener Poutine à la table des négociations, c'est parce que le président Trump n'a jamais obtenu le contrôle total de la communauté du renseignement. La communauté du renseignement a, en gros, fait de la guerre en Ukraine sa vache à lait. Les guerres

en Afghanistan et en Irak, ainsi que la guerre mondiale contre le terrorisme, qui avaient mobilisé tellement d'argent et de talents, ont pris fin.

Et puis, immédiatement, toutes ces différentes capacités se sont mises à chercher un nouvel endroit pour justifier leur existence, pour exercer leur métier. Et donc, une fois que la guerre en Ukraine a éclaté, c'est là que la communauté du renseignement et le département de la Guerre ont vraiment concentré une grande partie de leurs efforts. Beaucoup de carrières se sont faites en Ukraine. Beaucoup de financements y ont été consacrés. Et donc, nous avons créé en Ukraine ce mastodonte qui s'est révélé assez efficace pour se défendre face à l'assaut russe. On a vu beaucoup d'avancées dans la technologie des drones, et cetera. Je veux dire, une grande partie de cela vient du fait que les Ukrainiens, il faut leur reconnaître ça, avaient le sentiment de se battre pour leur survie. Ils se battent pour leur patrie.

Je respecte ça. Mais une grande partie de leurs capacités, c'est nous qui les leur avons données. Et nous avons vraiment contribué à développer ces capacités. Je pense donc que Poutine a vu Trump arriver. Trump employait cette rhétorique : « Hé, je veux mettre fin à la guerre. Je veux rétablir notre relation avec la Russie. » Et je pense que Poutine a probablement cru le président. Mais vous avez déjà entendu Poutine dire ça. Il dit, en gros : « Vous savez, les présidents américains changent tous les quatre ans. Mais ce sont les hommes en costume sombre qui dirigent réellement l'Amérique. » Poutine a vu que ces hommes en costume sombre n'avaient pratiquement pas changé du tout. Nous avons continué à avancer tant bien que mal et à soutenir la guerre par procuration, même si le président disait certaines choses, même si le président avait eu un excellent sommet avec lui.

Je pense simplement que Poutine s'est dit : « D'accord, c'est bien. » Mais, au fond, tout ce que j'ai toujours pensé de l'Amérique s'applique aussi à Trump. Donc, du point de vue de Poutine, je pense qu'il s'est dit : « Je dois me préoccuper de gagner cette guerre en Ukraine. Et je verrai plus tard si on peut rétablir notre relation. » Mais il ne voyait pas... Et je pense aussi que, très souvent, nous sous-estimons la capacité de la Russie à comprendre ce que nous faisons. On se dit que, si on affirme qu'une chose est ultra secrète et que personne ne doit jamais être au courant, peu importe le nombre de fois où cela paraît dans le New York Times, on continue à penser : « Ah non, ils ne savent pas qu'on soutient les Ukrainiens. » Ils le savent.

Et donc, parce que nous sommes devenus si étroitement liés aux Ukrainiens, quand des opérations visent des civils russes, la triade nucléaire russe ou, euh, vous savez, les infrastructures énergétiques russes, si nous disons : « Eh bien, ce n'était pas nous, c'étaient seulement les Ukrainiens », les Russes ne nous croient pas une seule seconde. Même si, dans certains cas, c'est peut-être vrai. Parce que nous n'avons pas repris le contrôle de nos services de renseignement et que nous ne les avons pas gérés de près, en disant : « Hé, quand le président dit qu'il veut amener les deux parties à la table des négociations, il faut réduire le soutien que nous apportons aux Ukrainiens, afin d'amener la partie ukrainienne à la table des négociations. » Comme cela n'a pas été fait, je ne pense pas que Poutine, je ne pense pas que les Russes nous aient jamais pris au sérieux.

#Glenn

Oui, enfin, c'était en février deux mille vingt-quatre, quand le New York Times a publié ce grand article affirmant que la CIA et le MI six s'étaient installés en Ukraine, essentiellement dès le lendemain du renversement de Ianoukovitch. Et pourtant, à écouter le débat public, on a encore l'impression que les Russes ne le savaient peut-être pas. Mais, vous savez, c'est présenté comme l'une des raisons pour lesquelles ils ont lancé l'invasion. Alors, selon vous, qui prend principalement les décisions pour l'Ukraine aujourd'hui ? Est-ce que le pays est dirigé par les services de renseignement occidentaux ?

Parce qu'ils n'ont pas beaucoup de souveraineté, je dirais, parce qu'ils se sont rendus tellement dépendants de l'Occident. Et, en effet, c'est souvent ce qu'on observe dans les guerres par procuration. Vous avez deux camps qui se battent, ils deviennent dépendants de soutiens extérieurs, et puis, au bout d'un moment, vous voyez que ce n'est pas forcément la souveraineté qui disparaît, mais que le contrôle et la prise de décision se déplacent vers ceux qui soutiennent la guerre. Et les parties initiales au conflit perdent de plus en plus leur propre contrôle sur la guerre. Donc, oui, dans quelle mesure les Ukrainiens gardent-ils le contrôle ? Et qui prend les décisions aujourd'hui ?

#Joe Kent

C'est intéressant. Je pense que, quand on dit « les Ukrainiens », on emploie ce terme de façon assez large. Il y a, d'un côté, le gouvernement Zelensky et les gens qu'il a placés dans son gouvernement. Aujourd'hui, je pense que ces gens dépendent tellement de la poursuite de la guerre, tellement de l'aide occidentale et américaine, qu'ils se sont eux-mêmes coupés du peuple ukrainien. En gros, on dit désormais au peuple ukrainien : vous devez nous fournir des corps à envoyer dans le hachoir à viande. Et il n'y aura pas d'élections. Vous n'aurez pas votre mot à dire. Et la classe Zelensky qui dirige le gouvernement, qui dépend entièrement de nous — et du fait que nous les utilisons, et qu'eux utilisent leur population comme force par procuration contre la Russie, pour assurer leur propre survie — c'est elle qui est aux commandes. Et on a déjà vu ce scénario se dérouler dans d'autres guerres par procuration que nous avons menées.

On l'a vu en Afghanistan. On l'a vu, dans une certaine mesure, en Irak, quand l'armée irakienne s'est effondrée face à Daech. On l'a vu au Vietnam. Donc, ça ne devrait pas être trop difficile pour le peuple ukrainien ou pour le gouvernement Zelensky de prévoir ce qui les attend, ce qui explique peut-être pourquoi on voit autant de corruption et autant d'argent quitter l'Ukraine. Mais malheureusement, on retrouve toujours les mêmes personnes au sein, disons, des services de renseignement américains et britanniques. Depuis des décennies, elles voient la Russie comme une menace existentielle. Et aujourd'hui, l'Ukraine est l'endroit où elles peuvent se livrer à toutes ces manœuvres. Et puis, l'Ukraine, c'est aussi une guerre relativement conventionnelle. Donc, pour les entreprises de défense et les systèmes d'incitation ici, en Occident, quand cette guerre a éclaté — surtout avec la fin de la guerre contre le terrorisme... Mais cette guerre contre le terrorisme, c'était de l'antiterrorisme.

C'était de la contre-insurrection. On ne vendait pas d'énormes systèmes de missiles. Et il y a aussi, ici même, une énorme incitation à faire durer tout ça. Donc, quand des dirigeants arrivent et disent peut-être : « Nous voulons mettre fin au conflit », s'ils ne sont pas prêts à entrer dans les détails et à gérer minutieusement la manière dont ils vont y mettre fin — en coupant les soutiens à l'Ukraine du complexe militaro-industriel et du complexe industriel du renseignement — alors ça va simplement continuer, péniblement. Je veux dire, le gouvernement est vraiment très efficace pour faire la guerre, honorer les contrats de défense et fournir du soutien en matière de renseignement, pratiquement en pilote automatique. Et il faut quelqu'un qui sache exactement comment tout cela fonctionne, qui entre là-dedans et qui doive, littéralement, gérer dans le moindre détail l'arrêt progressif de toutes ces activités.

Trump aurait dû l'apprendre lors de son premier mandat, quand il a essayé de nous retirer de Syrie, quand il a essayé de nous retirer d'Afghanistan, et qu'il en a été empêché. Malgré des ordres clairs donnés par le président, il a tout de même été bloqué. C'est donc regrettable qu'il n'ait pas tiré les leçons de cela pour la guerre en Ukraine, et qu'il n'ait pas été plus proactif pour arrêter tous ces mécanismes, afin de nous rapprocher de la paix. Mais tout cela va continuer à avancer péniblement, en réalité, jusqu'à ce que tout s'effondre. Et quand le système s'écroulera, et que le gouvernement Zelensky connaîtra un jour le même sort que le gouvernement afghan, je ne pense pas que nous devrions être trop surpris.

#Glenn

Bon nombre des sujets dont nous avons parlé aujourd'hui semblent très liés les uns aux autres. Il y a la guerre contre l'Iran, qui s'étend à travers le Moyen-Orient ; la guerre contre la Russie, qui implique désormais toute l'OTAN ; les conflits entre les États-Unis et la Chine, qu'il s'agisse de la guerre économique ou même de la possibilité d'une guerre autour de Taïwan. Il y a aussi, comme vous l'avez dit, les problèmes financiers : quarante mille milliards de dollars de dette, la lutte autour du dollar et du système financier mondial. Ou encore la banalisation des discussions sur l'emploi d'armes nucléaires, même s'il s'agit d'armes nucléaires tactiques. Comment voyez-vous les choses ? Tout cela semble interconnecté, et tout s'intensifie. Quel cadre d'analyse permettrait de comprendre cette situation ? Sommes-nous en train de dériver vers une guerre mondiale, ou comment l'interprétez-vous ?

#Joe Kent

Je pense que nous sommes au début de la Troisième Guerre mondiale. Je sais, on dit toujours que vous êtes alarmiste quand vous parlez de Troisième Guerre mondiale. Mais je dirais que nous en sommes clairement aux premières phases, rien qu'à voir la manière dont vous venez de disposer les pièces sur l'échiquier. Il y a une guerre entre l'OTAN et la Russie. Il y a une guerre au Moyen-Orient qui implique tous les pays de la région. Nous avons connu des guerres commerciales très intenses avec la Chine. La liste est longue. Nous sommes, en gros, déjà dans les premières phases de la

Troisième Guerre mondiale. Les deux fronts, avec les deux guerres ouvertes — celle au Moyen-Orient et celle entre la Russie et l'Ukraine... Là encore, nous, les Américains, nous ne sommes pas très forts en géographie.

Mais quand on regarde à quel point les fronts sont proches, en réalité, les deux guerres sont relativement proches l'une de l'autre. Même si, dans notre esprit, une plaine russe glaciale et le Moyen-Orient paraissent très éloignés. En fait, ils sont très proches. Et puis, si l'on regarde les alliances... Les Iraniens et les Russes travaillent étroitement ensemble depuis déjà un bon moment, mais surtout depuis le début de la guerre en Ukraine. On a vu Zelensky et le gouvernement ukrainien frapper un navire iranien en mer Caspienne. Donc, nous sommes déjà dans ces premières phases. Encore une fois, je pense qu'en ce moment, nous sommes dans une situation où une grande partie de tout cela pourrait encore être contenue. Il faudrait une diplomatie vraiment réfléchie. Il faudrait que des esprits plus calmes prévalent, de tous les côtés, et je pense qu'ils existent encore aujourd'hui. Mais je crains que cette fenêtre ne se referme chaque jour un peu plus. Parce qu'il n'est pas très difficile d'imaginer un scénario où un événement non intentionnel entraîne une spirale incontrôlable. Et c'est ainsi que d'autres guerres mondiales ont commencé par le passé. C'est ainsi que beaucoup de guerres ont commencé : il y a des tensions, les intentions sont les meilleures, les choses avancent tant bien que mal, sans forcément dégénérer en guerre ouverte. Puis, soudain, un incident se produit. Et c'est à ce moment-là que les conséquences imprévues prennent le dessus.

#Joe Kent

Encore une fois, je pense qu'à l'heure actuelle, on peut encore remettre le génie dans sa bouteille. Mais chaque jour qui passe, chaque minute qui s'écoule, j'ai peur que nous perdions cette occasion.

#Glenn

Oui, les conséquences imprévues, ou le risque de se retrouver entraîné dans une guerre. Je pense que nous nous dirigeons actuellement vers cette possibilité. Parce que, si vous regardez la guerre en Ukraine, en ce moment, on dirait que l'Ukraine est un peu au bord du gouffre. Elle commence à vaciller. Et je pense que deux choses pourraient se produire. Premièrement, les Russes pourraient prendre un peu trop confiance. Ils pourraient vouloir rétablir leur capacité de dissuasion en commençant à abattre des drones de l'OTAN au-dessus de la mer Noire. Ils pourraient être derrière certaines missions de sabotage contre des usines d'armement en Europe. Ils pourraient mener une petite frappe contre la Lettonie.

Ils pourraient prendre trop confiance. En même temps, si l'Ukraine est en train de craquer, je suppose que beaucoup de pays de l'OTAN, surtout les Européens, seraient prêts à faire quelque chose de très imprudent pour tenter désespérément de sauver la situation. Donc, on dirait qu'on pourrait trébucher et se retrouver entraînés là-dedans. Mais on pourrait évidemment dire la même chose de l'Iran. Mais une dernière question : si Trump vous rappelait, s'il devait vous remettre dans la partie et vous demander, au minimum, de l'aider à régler cette situation, comment feriez-vous

marche arrière ? Parce que vous avez dit que la fenêtre se referme. Alors, qu'est-ce qu'on peut faire, ici ?

#Joe Kent

Avec la guerre contre l'Iran, je pense que le président pourrait faire deux choses majeures. Elles seraient difficiles, mais il pourrait les faire. Premièrement, je retirerais toutes nos forces des bases situées dans la région. Cela empêcherait l'Iran d'avoir la chance de tirer un missile qui tue certains de nos soldats et nous force à retourner dans le conflit. Ces bases sont tout simplement ridicules. Elles ne sont qu'un handicap stratégique, pas un atout. Il faut partir de là-bas. Je lèverais même le blocus. Je mettrais nos navires hors de portée de frappe. Parce qu'il suffit d'un seul missile balistique qui touche par chance l'un de ces navires pour qu'on se retrouve face à un bilan humain massif.

Et à partir de là, engager une diplomatie discrète. Dire aux Iraniens : « Hé, rouvrez les détroits, et on pourra parler, vous savez, d'un allègement des sanctions. On pourra parler du dégel des avoirs. Vous pourrez appliquer certains péages, mais ils devront rester raisonnables. » Je pense que, jusqu'ici, les Iraniens ont montré qu'ils pourraient vraiment être des acteurs très raisonnables sur ce sujet. Mais un élément essentiel, c'est qu'il faut aussi contenir véritablement les Israéliens. Et c'est là que ça devient difficile. C'est à ce moment-là que, selon moi, il faudrait envoyer toute une nouvelle équipe de diplomates sur place, pour leur dire : « Écoutez, nous allons vous retirer votre financement militaire. »

Si vous faites quoi que ce soit qui risque de compromettre ce qu'on essaie de faire en ce moment, c'est-à-dire mettre fin à ce conflit, ça va changer radicalement la relation que nous avons avec vous. Et il ne s'agira pas seulement de réduire une partie de votre soutien militaire. Nous envisagerons même d'éventuelles sanctions, et cetera. Parce que si nous ne mettons pas les Israéliens sous contrôle, nous avons maintenant assez d'éléments pour prouver que ces gens prendront des mesures qui nous ramèneront dans le conflit. Donc, contenir Israël est une part essentielle de tout ça. J'espère que nous pourrions, à un moment donné, avoir une relation correcte avec le gouvernement israélien. Je ne suis pas anti-Israël.

Je pense qu'il existe un monde dans lequel nous pourrions avoir des relations normales avec eux. Mais aujourd'hui, cette relation est complètement déséquilibrée. Et puis, concernant la Russie et l'Ukraine, je pense que si nous montrions à Poutine que nous allons réellement cesser de financer les aïnians, de les soutenir et de leur fournir des renseignements de ciblage — et cela ne pourrait pas être une demi-mesure — nous devrions en fait gérer l'Ukraine de manière très stricte. Il faudrait démanteler progressivement le soutien que nous lui apportons actuellement, le retirer, et dire au gouvernement Zelensky : si vous voulez avoir le moindre espoir de reconstruction, ou recevoir la moindre aide de notre part, vous devez vous asseoir immédiatement à la table des négociations, avec les Russes.

Je ne sais pas si les Russes accepteraient quoi que ce soit qui ressemble à l'accord d'Istanbul, que nous, l'Occident, les avons poussés à abandonner. Mais je pense que ce serait un bon point de départ. Je crois que si Poutine voyait que nous réduisions réellement une grande partie du soutien que nous apportons aux Ukrainiens, et que nous disions simplement : « Écoutez, c'est ce que nous faisons. Nous voulons réinitialiser les choses. Nous voulons relancer les négociations et nos relations avec vous », je pense que Poutine ferait effectivement un geste en retour. Bon, il ne va pas renoncer aux territoires qu'il a pris en Ukraine. Mais, encore une fois, cela n'a pas vraiment d'importance pour nous, ici, en Amérique. Et je ne pense pas que ce soit important non plus pour faire retomber la tension et, en quelque sorte, mettre fin à la troisième guerre mondiale. Je pense que si nous faisons ces quelques choses essentielles, cela nous donnerait davantage de temps.

Je pense que nous aurions encore besoin de rétablir un grand nombre de nos relations. Je remettrais aussi la Russie dans le système Swift. Je voudrais encourager le plus grand nombre de pays possible, dès maintenant, à utiliser le dollar, avant de nous tirer une balle dans le pied. Je voudrais rendre le dollar aussi attractif que possible pour le monde entier, y compris pour les Iraniens. Pourquoi ne voudrions-nous pas prendre notre part des transactions que les Iraniens vont effectuer lorsque leur pétrole reviendra sur le marché ? Je pense que ce sont là certaines des mesures clés que nous pourrions prendre. Mais nous devrions rester très, très vigilants : défendre nos intérêts, poursuivre la paix, et veiller à ne pas basculer vers la guerre.

#Glenn

Oui, non, pardon. En fait, laissez-moi poser une toute dernière question. Vous avez mentionné l'accord d'Istanbul. Comment est-ce que ça a capoté, au juste ? Parce qu'ils semblaient tous les deux prêts à signer cet accord.

#Joe Kent

À ma connaissance — et je ne sais que ce que j'ai lu dans la presse — Boris Johnson est venu, en gros, comme émissaire non seulement du Royaume-Uni, mais, je suppose, aussi de l'OTAN. Et il aurait dit aux Ukrainiens : « Vous n'allez pas signer ça. » C'est ainsi que je comprends les choses. À l'époque, les Russes étaient en fait prêts à faire des concessions assez importantes. Je ne pense pas qu'ils feraient aujourd'hui ces mêmes concessions. Je pense qu'ils vont vouloir garder chaque centimètre du territoire qu'ils ont pris. Et je pense qu'ils ne renonceront probablement pas au Donbass.

Mais enfin, encore une fois, c'est là qu'il faut connaître l'histoire. Cette région avait déjà voté pour devenir partie intégrante de la Russie, vous voyez ? Donc, encore une fois, de quoi est-ce qu'on débat, au juste ? Alors oui, je pense qu'il faut prendre les accords d'Istanbul comme cadre, comme point de départ. Mais, encore une fois, pour amener Poutine à cette table, nous devons lui montrer que nous ne jouons plus à des guerres par procuration en Ukraine. Et les Ukrainiens doivent

comprendre que c'est leur dernière chance. Dans tous les cas, soit ils vont à la table des négociations avec notre aide, soit ils doivent accepter que nous retirions notre soutien, et que les choses suivent leur cours.

#Glenn

Merci beaucoup d'avoir pris le temps de partager votre analyse. C'est très apprécié.

#Joe Kent

Oui, absolument. J'ai bien aimé.